

LES PROPOSITIONS DE REFONTE BIENTÔT SOUMISES AU GOUVERNEMENT

# Comment sera le bac 2017 ?

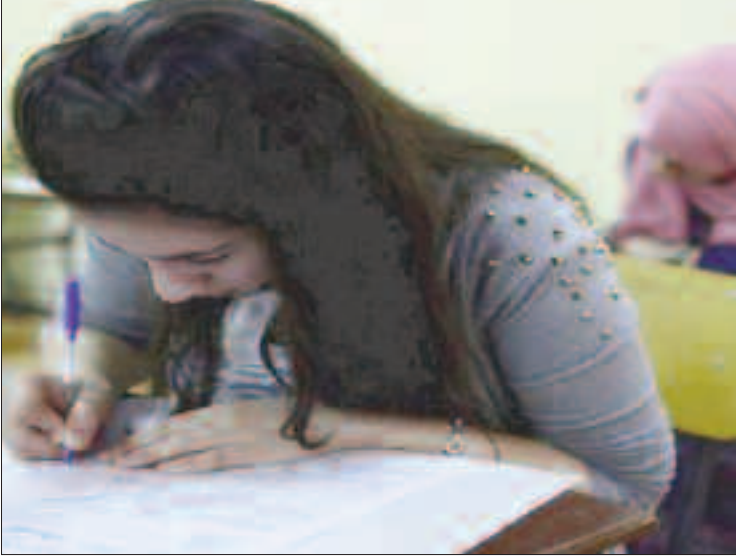
**La commission chargée de la refonte du bac est en train de mettre les dernières retouches à ce dossier. Plusieurs propositions sont en train d'être peaufinées avant d'être soumises au gouvernement qui doit choisir la nouvelle formule du bac. La ministre de l'Education compte présenter à l'opinion publique le travail définitif de la commission d'ici fin juillet.**

**Salima Akkouché - Alger (Le Soir)** - Epreuves anticipées, introduction de la fiche de synthèse, des épreuves en deux parties ou composer avec toutes les matières avec réduction du volume horaire dans l'examen. Ce sont là les propositions que la commission chargée de la refonte du bac étudie afin d'arriver à réduire à trois jours l'examen du bac.

La commission qui regroupe les partenaires sociaux et les cadres du ministère de l'Education se limitera à faire des propositions au gouvernement. Et c'est ce dernier qui décidera au final de la nouvelle formule du bac. «La commission est en train

d'étudier les différentes propositions, nous sommes tous d'accord sur le fait que cinq jours d'examen, c'est trop long et très stressant pour les candidats mais pour réduire les jours d'examen à trois jours, nous devons trouver comment placer toutes les matières et c'est là où le débat est concentré», a indiqué Meziane Meriane, membre de la commission de la refonte du bac. Organiser une session de rattrapage est, toutefois, exclu, selon lui.

La commission accélère, d'ailleurs, les rencontres et le travail pour finaliser sa copie de propositions durant les premières semaines



Photos : DR.

La formule définitive du bac sera annoncée avant la rentrée scolaire.

du mois de juillet. Les débats de la commission se poursuivront encore après le mois de Ramadhan.

La ministre de l'Education prévoit d'annoncer les résultats de la commission d'ici fin juillet. Le gouverne-

ment qui a déjà donné son accord pour la réduction des jours d'examen doit annoncer la formule définitive du bac avant la rentrée scolaire. Idir Achour, porte-parole du CLA, estime que le gouvernement ne compte pas mener une réforme pédagogique du bac mais plutôt une réforme économique.

«La réforme pédagogique n'est pas leur objectif, ils veulent seulement réduire les jours du bac et ils ont choisi un argument pédagogique», estime ce syndicaliste. Pour l'instant, tous les scénarios sont possibles et personne ne peut encore miser sur un scénario précis pour le nouveau bac.

Les membres de la commission et le ministère de l'Education restent en attente du choix du gouvernement. Les candidats de la troisième année secondaire devront connaître, cependant, ce qui les attend avant la rentrée de septembre prochain.

S. A.

COMMÉMORATION DU 24<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE LA DISPARITION DE MOHAMED BOUDIAF

## Sa famille demande la révision du procès

**La famille de feu Mohamed Boudiaf revendique la révision du procès de leur père assassiné le 29 juin 1992 par Lembarek Boumaârafi. Dans une déclaration lue hier au cimetière El Alia en présence d'une centaine de personnes à l'occasion d'une cérémonie de commémoration du 24<sup>e</sup> anniversaire de sa disparition, son fils Nacer déclare que «nous n'avons jamais été convaincus que Boumaârafi était l'assassin de notre père».**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - La cérémonie portant commémoration du 24<sup>e</sup> anniversaire de la disparition de feu Mohamed Boudiaf a été marquée par une sortie tonitruante de son fils Nacer. Ce dernier lisant une déclaration au nom de la famille Boudiaf déclare que «vingt-quatre ans après le lâche assassinat de Si Tayeb El Watani, nous, ses enfants, continuons à rejeter fermement la thèse de l'acte isolé avancé par ses assassins Belkheir, Nezzar, Toufik et Smain, soit les mêmes personnes à l'origine de son retour en Algérie».

Pour la famille Boudiaf, «nous n'avons jamais été convaincus que Boumaârafi était l'assassin de notre père». Pour cela, la famille Boudiaf a décidé, poursuit l'orateur, «de mettre

en place un comité d'avocats algériens et étrangers chargés de saisir le président de la République, en sa qualité de premier magistrat du pays et monsieur le procureur général de la Cour suprême pour la réouverture du procès afin que toute la lumière soit définitivement faite sur ce crime d'Etat». «Vu la cacophonie générale ayant suivi le lâche assassinat d'un grand révolutionnaire à la tête de l'Etat algérien, vu qu'il était techniquement impossible d'assassiner un président de la République dans une salle fermée, vu les complicités, l'anarchie et les liquidations physiques entre membres des services de sécurité, vu les diversions, vu le mitraillage de l'ambulance présidentielle, vu la liste additive de dernière minute des membres du GIS qui

n'ont jamais été ajoutés au système de protection de chefs d'Etat, vu les dernières déclarations de maître Ali Yahia Abdenour qui a soutenu que le président Boudiaf avait reçu une balle au niveau du thorax, ce qui veut dire que son assassin avait aussi un complice, un autre tireur qui était posté face au défunt, vu que Allel Thaâlbî ancien compagnon de si Tayeb El Watani et membre de la commission d'enquête qui a déclaré récemment que les assassins de Boudiaf étaient les mêmes qui l'avaient sollicité pour revenir à son pays, nous avons décidé de mettre en place un comité pour saisir le président de la République», lit-on dans la déclaration.

Par ailleurs, dans une lettre adressée au président de la République en sa qualité de premier magistrat du pays, Nacer Boudiaf dira «je m'adresse à vous, alors que vous n'étiez pas au pouvoir au moment de son lâche assassinat. Mais la vérité est que l'écrasante majorité des Algériens avait compris, dès l'instant de l'assassinat, l'enjeu de ce crime pour ceux qui ont cru en bénéficiant». «Malheureusement,



Mohamed Boudiaf.

depuis la sentence de «l'acte isolé», c'est le silence qui prévaut car comme le dit Shakespeare : «En vérité, bientôt le rôle qui siéra le mieux à l'esprit est le silence, et il n'y aura plus que les perroquets qu'on pourra louer de parler». Et d'ajouter : Je m'adresse à vous dans le contexte des récents amendements de la

Constitution qui laissent croire à une meilleure considération pour la justice en Algérie.

Pourrais-je espérer que cette meilleure considération redonne à Mohamed Boudiaf la considération qu'il mérite pour avoir sacrifié sa vie pour l'Algérie ?

A. B.

### AFFAIRE EL KHABAR

## Le collectif de défense a jusqu'au 4 juillet pour confirmer son retrait

Le tribunal administratif de Bir-Mourad-Raïs a donné, hier, un délai jusqu'au 4 juillet aux avocats de défense du groupe *El Khabar* pour confirmer leur retrait collectif dans l'affaire de cession d'actifs du groupe au profit de Ness-Prod (filiale Cevital).

Le président de la séance le juge Mohamed Dahmane a demandé au collectif, composé d'une quarantaine d'avocats, «de présenter la requête de déconstitution de la même manière de sa constitution».

Les avocats de défense du groupe *El Khabar* avaient annoncé, la semaine dernière, leur retrait collectif dans cette affaire estimant qu'il était «vain de continuer à travailler sur cette affaire».

«Convaincus qu'il est vain de continuer à travailler sur une affaire (...) qui reste sans issue», le collectif de défense a décidé de se retirer, a déclaré son représentant lors d'une conférence de presse.

Pour rappel, le ministère de la Communication avait introduit une action en référé auprès de ce tribunal sur la conformité du rachat du groupe de presse *El Khabar* par le groupe agroalimentaire Cevital en se basant sur les dispositions de l'article 25 du Code de l'information.

APS

### APN

## Reprise ce matin des travaux en plénière

**L'Assemblée populaire nationale (APN) reprend ce jeudi ses travaux en plénière consacrée au vote du projet de loi relatif au régime électoral et du projet de loi organique relatif à la Haute instance indépendante de surveillance des élections.**

Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Nouredine Bedoui, avait affirmé lors de la présentation des deux projets de lois, que le texte relatif aux élections tendait à «mettre en place un cadre juridique clair et transparent devant réglementer les opérations électorales conformément à la Constitution récemment amendée».

Il a précisé que cette loi présentée en 255 articles, visait à «régir les opérations électorales à travers la révision de la loi organique de 2012 et relative au régime

électoral conformément à la dernière Constitution amendée». «Ce texte vient préserver les acquis démocratiques contenus dans la loi actuelle en permettant notamment aux représentants de candidats d'exercer leur droit à la surveillance de l'opération de vote dans toutes ses étapes et la consignation de leurs contestations et recours dans des procès verbaux de dépouillement des voix au niveau des bureaux de vote», a-t-il poursuivi.

Concernant le projet de loi organique relatif à la Haute instance indépendante de surveillance des élections, M. Bedoui a indiqué que l'objectif est la «concrétisation des principes de la Constitution liés à la transparence et à la crédibilité de l'élection, la consécration de l'Etat de droit et l'ancrage de l'expérience démocratique tout en renforçant les droits et libertés individuelles et collectives». De son côté, le président de la commission des affaires juridiques, administratives et des libertés de l'APN, Ammar

Djilali, a souligné le «respect» de toutes les mesures juridiques relatives à l'examen et à la présentation du texte de loi, faisant actuellement l'objet d'examen et de vote au niveau de la chambre basse, et qui revêtent le caractère d'urgence».

D'autre part, des contacts sont en cours entre les partis de la majorité et les partis opposés à ces lois afin de trouver une entente autour des points de discorde.

Ainsi, un contact a été entrepris entre les présidents des groupes parlementaires du parti du Front de libération nationale (FLN) et du Front de la justice et du développement et dont les résultats seront connus aujourd'hui jeudi lors de la séance de vote des deux textes.

Les divergences concernent notamment les articles 73 et 93 du projet de loi relatif au régime électoral et liés aux conditions de candidature et à l'obtention de plus de 4% des voix lors des dernières élections.

APS